



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/48/806  
22 décembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-huitième session  
Point 127 de l'ordre du jour

### BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

#### Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : Mahbub KABIR (Bangladesh)

#### I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 24 septembre 1993, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-huitième session la question intitulée "Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. Pour l'examen de ce point, la Cinquième Commission était saisie du rapport du Comité des contributions<sup>1</sup>.

3. La Cinquième Commission a examiné ce point de ses 5e à 9e, et à ses 12e, 41e, 42e et 45e séances, les 21, 26, 28 et 29 octobre, 1er et 4 novembre et 17 et 21 décembre 1993. Les commentaires et observations faits au cours du débat consacré à ce point sont consignés dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/48/SR.5 à 9, 12, 41, 42 et 45).

#### II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

##### A. Projet de décision A/C.5/48/L.11

4. A la 45e séance, le 21 décembre, le représentant de la Barbade a présenté le projet de décision A/C.5/48/L.11, élaboré à l'issue de consultations officielles.

5. A la même séance, la Commission a adopté le projet de décision A/C.5/48/L.11 sans procéder à un vote (voir par. 10).

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 11 (A/48/11).

6. Après l'adoption du projet de décision, les représentants de la Belgique, (au nom de l'Union européenne), de Cuba et de la Chine ont fait des déclarations pour expliquer leur position (voir A/C.5/48/SR.45).

B. Projet de résolution A/C.5/48/L.13

7. A la 45e séance, le 21 décembre, le représentant de la Barbade a également présenté le projet de résolution A/C.5/48/L.13, élaboré à l'issue de consultations officielles.

8. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/48/L.13, sans procéder à un vote (voir par. 11).

9. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants des pays suivants ex-République yougoslave de Macédoine, République de Corée, Chine, Belgique (au nom de l'Union européenne), Cuba, Japon, Lettonie, Iran, Canada, Kazakhstan, Jamahiriya arabe libyenne et Fédération de Russie ont fait des déclarations pour expliquer leur position (voir A/C.5/48/SR.45).

III. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIEME COMMISSION

10. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision ci-après :

Nomination d'un membre honoraire du Comité des contributions

L'Assemblée générale décide de nommer M. Syed Amjad Ali membre honoraire du Comité des contributions en hommage à la contribution exceptionnelle qu'il a apportée aux travaux du Comité, dont il a assuré la présidence pendant 27 années consécutives.

11. La Cinquième Commission recommande aussi à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses  
de l'Organisation des Nations Unies

A

L'Assemblée générale,

Tenant compte des vues exprimées à la Cinquième Commission lors de la quarante-septième session,

Décide ce qui suit :

1. La quote-part de chacun des Etats ci-après, admis à l'Organisation en 1993, sera la suivante :

/...

<u>Etat Membre</u>	<u>Date d'admission</u>	<u>Pourcentage</u>
République tchèque	19 janvier	0,42
Slovaquie	19 janvier	0,13
Ex-République yougoslave de Macédoine	8 avril	0,02
Erythrée	28 mai	0,01
Monaco	28 mai	0,01
Andorre	28 juillet	0,01

2. Pour chaque mois entier de 1993 écoulé depuis son admission, l'Etat Membre considéré versera le douzième de ce pourcentage. Ses quotes-parts pour 1993 et 1994 seront calculées sur la même base que celles des autres Etats Membres, si ce n'est que dans le cas des crédits ouverts ou des montants répartis par l'Assemblée générale pour le financement d'opérations de maintien de la paix, ses contributions, déterminées en fonction du groupe de contribuants dans lequel l'Assemblée générale l'aura rangé, seront calculées par rapport à la fraction d'année civile considérée;

3. Le montant des contributions de la République tchèque et de la Slovaquie pour 1993 sera porté au crédit des Etats Membres. L'avance de l'ex-Tchécoslovaquie au Fonds de roulement sera transférée aux deux nouveaux Etats, sur la base de leur taux de contribution;

4. Le montant de la contribution de l'ex-République yougoslave de Macédoine pour 1993 sera déduit de la contribution de la Yougoslavie pour cette même année. Pour 1994, de même, sa quote-part sera déduite de celle de la Yougoslavie. L'avance de l'ex-République yougoslave de Macédoine au Fonds de roulement sera prélevée sur celle de la Yougoslavie, sur la base de son taux de contribution;

5. Les contributions de l'Erythrée, de Monaco et d'Andorre seront comptabilisées comme recettes accessoires en application de l'alinéa c) de l'article 5.2 du règlement financier de l'Organisation. La contribution de Monaco pour 1993 fera l'objet d'un ajustement correspondant à sept douzièmes du montant forfaitaire acquitté pour sa participation, en qualité d'Etat non membre, aux activités de l'Organisation;

6. Les avances de l'Erythrée, de Monaco et d'Andorre au Fonds de roulement seront créditées au Fonds en attendant que leur taux de contribution soit incorporé à un barème de 100 %.

B

L'Assemblée générale,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures sur le barème des quotes-parts, en particulier la résolution 46/221 du 20 décembre 1991,

Ayant examiné le rapport du Comité des contributions<sup>2</sup>,

Réaffirmant que la capacité de paiement des Etats Membres constitue le critère fondamental pour l'établissement du barème des quotes-parts,

1. Prie le Comité des contributions de lui recommander à sa quarante-neuvième session un barème des quotes-parts pour la période 1995-1997 fondé sur la moyenne de deux barèmes informatisés et sur les éléments et critères suivants :

a) Périodes statistiques de base de sept et huit ans;

b) Application uniforme des taux de change, conformément aux critères énumérés à l'alinéa b) du paragraphe 3 de la résolution 46/221 B du 20 décembre 1991;

c) Méthode d'ajustement au titre de l'endettement adoptée pour l'établissement du barème des quotes-parts pour la période 1992-1994;

d) Formule de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant, avec comme plafond du revenu par habitant le revenu mondial par habitant pour la période statistique de base et avec un coefficient d'abattement de 85 %;

e) Taux plancher de 0,01 % et taux plafond de 25 %;

f) Formule de limitation des variations des quotes-parts dont les effets seraient réduits de 50 % en prévision d'un abandon complet de ladite formule dans le barème pour la période 1998-2000;

2. Décide qu'au cours de l'abandon progressif de la formule de limitation des variations des quotes-parts, les pays en développement qui bénéficient de l'application de ladite formule ne se verront attribuer de points supplémentaires qu'à concurrence de 15 % des effets de l'abandon;

3. Souscrit aux observations formulées par le Comité des contributions au paragraphe 70 de son rapport sur les travaux de sa cinquante-deuxième session<sup>3</sup> et au paragraphe 29 de son rapport sur les travaux de sa cinquante-troisième session<sup>1</sup>, et prie le Comité de lui faire à sa quarante-neuvième session des

---

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 11 (A/48/11).

<sup>3</sup> Ibid., quarante-septième session, Supplément No 11 (A/47/11).

recommandations au sujet des problèmes mentionnés dans les paragraphes susvisés, en tenant compte de la situation particulière du Bélarus et de l'Ukraine, et sur la base d'une application non discriminatoire de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts;

4. Décide également de maintenir le plafond actuel pour la quote-part des pays les moins avancés, soit 0,01 %.

C

L'Assemblée générale

1. Prie le Comité des contributions d'entreprendre une étude approfondie et complète de tous les aspects de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts en vue de la rendre plus stable, plus simple et plus transparente, tout en continuant de la fonder sur des données fiables, vérifiables et comparables, et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa cinquantième session;

2. Réaffirme que la capacité de paiement des Etats Membres constitue le critère fondamental pour l'établissement du barème des quotes-parts et convient en principe d'établir un organe spécial qu'elle chargera d'étudier l'application de ce critère et dont elle examinera le mandat et le mode de fonctionnement avant la fin de la quarante-huitième session.

-----